

Agriculture

Les responsables des coopératives à l'école du management

J.M.
Libreville/ Gabon

LA formation sur le renforcement des capacités des responsables des coopératives pourrait booster la production agricole au Gabon. C'est l'un des résultats attendus dans les prochaines années par le gouvernement et les partenaires techniques et financiers au développement de notre pays comme l'Organisation des nations unies pour l'agriculture (Fao), et la Plateforme des organisations paysannes d'Afrique centrale (Propac). Quatre jours durant, les différents coopérateurs ont été formés par le consultant André Marie Afouba sur l'identité, les valeurs, les principes et les caractéristiques d'une



Photo : Jean MADOUNA

Les coopératives de la Remboué, dans l'Estuaire, sont les greniers de la banane sur le marché de Libreville.

coopérative. L'animateur a attiré l'attention des leaders des coopératives afin qu'ils soient à la hauteur des ambitions, tout en ayant à l'esprit les sept valeurs que sont : la prise en charge et la responsabilité personnelle, la prise en charge et la responsabilité mutuelle, la démocratie, l'égalité, l'équité, la solidarité, l'éthique ou la conduite morale des

membres. En ce qui concerne la prise en charge et la responsabilité personnelle, elle signifie que chaque membre, loin d'être une "sangue" dont le seul souci n'est que de bénéficier des efforts des autres, doit contribuer à la vie de la structure. Il doit être aussi prêt à assumer ses responsabilités par rapport aux missions



Photo : Jean MADOUNA

Un membre de la coopérative exposant du piment.

qu'on lui confie et vis-à-vis des actes qu'il pose. S'agissant de la prise en charge et de la responsabilité mutuelle, les membres d'une coopérative doivent reconnaître que la solution à leurs problèmes ne dépend ni de la communauté, ni de l'État, ni des partenaires techniques et financiers, ni des ONG, mais avant tout d'eux-mêmes. Les mem-

bres doivent donc être solidairement responsables des actes posés par leur coopérative. Pour ce qui est de la démocratie, cette valeur intègre l'écoute, le respect de l'autre et de son point de vue, la tolérance, la recherche permanente de la conciliation et l'harmonie du groupe. En ce qui concerne l'égalité, elle tient compte du

fait que tous les membres d'une coopérative ont les mêmes droits et les mêmes devoirs au sein de leur organisation commune.

L'équité, quant à elle, implique la justice dans le traitement des membres à différents niveaux.

La solidarité, de son côté, prend en compte l'entraide mutuelle des membres dans la satisfaction de leurs besoins individuels.

Tandis que l'éthique se traduit par l'honnêteté, la transparence, la responsabilité sociale et l'altruisme.

« C'est sur ces valeurs que les coopératives sont attendues pour réduire la dépendance alimentaire dont les importations se chiffrent à plus de 364 milliards de nos francs », a rappelé un membre de la FAO.

Afrique subsaharienne

L'agriculture peut booster la croissance

Maxime Serge MIHIN-DOU
Libreville/Gabon

Selon le rapport de la Banque mondiale, la principale difficulté tient au fait que les pays d'Afrique subsaharienne dépensent moins, pour leur agriculture, que les autres pays en développement. En outre, les sommes allouées à ce secteur, notamment les programmes de subventions et de transferts, sont mal réparties. Elles profitent essentiellement aux gros exploitants agricoles, qui n'en ont pas besoin, et ont un impact négligeable sur le secteur agricole en général et sur les populations les plus pauvres.

L'AMÉLIORATION de la productivité agricole en Afrique subsaharienne permettrait d'augmenter les revenus des agriculteurs, de réduire le coût de la nourriture et de promouvoir une croissance économique plus générale. C'est ce qu'affirme un nouveau rapport de la Banque mondiale intitulé « Obtenir de meilleurs résultats : priorités en matière de dépenses publiques pour les gains de productivité de l'agriculture africaine », qui s'intéresse à la manière dont des dépenses publiques agricoles efficaces et adaptées aux enjeux du changement climatique pourraient tout à la fois faire reculer la pauvreté et transformer en profondeur les économies subsahariennes. « Un secteur agricole dyna-



Photo : I. MB.

La mécanisation du secteur agricole est importante pour ...

mique, durable et résilient est vital pour l'avenir économique de l'Afrique subsaharienne », souligne Makhtar Diop, vice-président de la Banque mondiale pour l'Afrique. « Si nous voulons réduire significativement la pauvreté, nous devons tout mettre en œuvre pour stimuler la productivité et la compétitivité de l'agriculture africaine. » Selon le rapport, la principale difficulté tient au fait que les pays d'Afrique subsaharienne dépensent moins pour leur agriculture que les autres pays en développement. En outre, les sommes allouées à ce secteur, notamment les programmes de subventions et de transferts, sont mal réparties. Elles profitent essentiellement aux gros exploitants agricoles, qui n'en ont pas besoin, et ont un impact négligeable sur le secteur agricole en général et sur les populations les plus pauvres. « Les pays d'Afrique subsaharienne n'investissent pas suffisamment dans des biens publics à fort rendement économique, notam-

ment dans le développement et la diffusion de nouvelles technologies agricoles, dans le renforcement des mécanismes de marchés et dans les infrastructures rurales », déplore Aparajita Goyal, économiste principale à la Banque mondiale qui a co-dirigé l'étude. « Des dépenses publiques agricoles plus efficaces et réorientées vers ce type d'investissements pourraient améliorer considérablement la productivité agricole. » Toutes les conditions sont réunies pour avoir une agriculture plus intensive en Afrique, estime le rapport. Les marchés régionaux sont en plein essor, portés par la démographie, l'urbanisation et l'augmentation des revenus, et devraient représenter mille milliards de dollars à l'horizon 2030. D'autant plus que les perspectives du côté de l'offre sont prometteuses et que le continent peut compter sur des ressources abondantes pour augmenter la production agricole. Le rapport s'appuie sur



Photo : Anifa Jordanah Tseumba

... un meilleur rendement de la production.

des expériences réussies en Afrique et dans d'autres pays en développement pour réfléchir à la manière de mieux gérer les dépenses publiques. En Amérique latine et en Asie, les périodes de forte croissance agricole ont été marquées par la mise en place de programmes de promotion des intrants qui sont parvenus à lever les principaux obstacles à la productivité, grâce à des investissements intégrés dans les technologies améliorées, les services de vulgarisation, la gestion de l'eau et du sol et l'établissement de liens avec les marchés.

ACTIONS. Les pays d'Afrique subsaharienne pourraient faire de même et accroître l'impact de leurs investissements actuels en réduisant leurs subventions trop importantes aux engrais, au profit d'autres investissements plus pertinents et complémentaires. Ces pays doivent réexaminer la conception et la mise en œuvre de

leurs programmes de subvention tout en axant davantage leurs dépenses publiques sur les biens et politiques qui offrent un rendement élevé. Cela pourrait engendrer des gains de productivité significatifs. Le rapport identifie les domaines que les gouvernements africains devraient financer en priorité :

Lever les barrières à la diffusion de technologies étrangères et au développement de technologies nationales : les pays aux ressources budgétaires limitées doivent adopter des politiques destinées à réduire les barrières à la diffusion des technologies étrangères et à encourager l'investissement privé pour développer des technologies nationales.

• Investir dans la gouvernance foncière : Il faudra investir massivement pour mettre un terme à la dégradation et à l'épuisement des sols. Il faudra également améliorer la sécurité foncière pour pérenniser les gains de productivité.

• Améliorer les services de vulgarisation : il faudra encourager l'adoption systématique des technologies modernes, en organisant des séances de communication et d'apprentissage aux exploitants en milieu rural. Il faudra également améliorer les activités après récoltes et l'accès aux marchés. Il est indispensable d'investir dans des équipements de transformation, dans l'accès aux marchés et dans les infrastructures connexes. Il faudra enfin entreprendre des réformes politiques susceptibles de promouvoir l'agriculture commerciale pour transformer l'agriculture africaine. De plus, une meilleure régulation et une réforme des politiques commerciales renforceraient l'efficacité des dépenses publiques. Les producteurs, les laboratoires de recherches agronomes et les entreprises innovantes seront ainsi encouragés à investir afin de tirer pleinement parti des biens publics créés.

La transformation de l'agriculture africaine ne pourra se faire sans un ensemble d'actions coordonnées en faveur de la productivité agricole. Faute de réformes, les dépenses publiques à fort rendement s'avèreraient improductives, voire contre-productives.

Enfin, une meilleure budgétisation permettrait également d'améliorer l'efficacité des dépenses publiques dans l'agriculture et d'accroître la productivité de ce secteur en Afrique subsaharienne.